

INTERGLOBAL

LIBYE

L'accord de l'ONU rejeté

Maryline Dumas

Les deux clans rivaux libyens ont fait part de leur mécontentement face à la proposition d'accord de l'ONU, annoncée après 13 mois de négociations.

Un échec. La Chambre des représentants, le parlement reconnu par la communauté internationale, a annoncé officiellement, ce lundi, son refus du gouvernement d'accord national tel que proposé par l'ONU. Dimanche, des représentants du Congrès de Tripoli avaient déjà fait part de leur réticence. Annoncé par Bernardino León, le chef de la mission de l'ONU en Libye (Unsmil), le 8 octobre dernier, cette proposition était pourtant le fruit d'un an de négociations entre les deux camps libyens. Mais aussitôt rendue publique, la liste des noms des possibles futurs dirigeants libyens, censés rétablir la stabilité dans le pays, a suscité de nombreuses critiques.

Divisée en deux gouvernements, deux parlements - la Chambre des représentants (CdR) élue en juin 2014 et basée à Tobrouk, à l'extrême Est, et le Congrès général national (CGN) de Tripoli élu en juillet 2012 - et une multitude de forces armées, la Libye s'enfonce un peu plus dans la crise avec ce refus. Celui-ci reste cependant relatif puisque ni le CGN, ni la CdR n'ont organisé de vote parlementaire pour refuser l'accord. L'ONU a d'ailleurs reçu une lettre signée de près de 70 députés de la CdR favorables à l'accord, qui demandent qu'un vote soit organisé à ce sujet. Dans ces conditions « confuses », selon les propres termes de Bernardino León, « le processus va se poursuivre car il n'y a pas d'alternative ».

La situation a pourtant changé depuis ce 20 octobre, qui avait été déclaré comme date butoir par l'ONU.

Ce mardi, anniversaire de la mort de Mouammar Kadhafi, n'avait pas été choisi au hasard, puisque le mandat de la Chambre des représentants devait s'achever ce jour.

Seul pouvoir législatif reconnu par la communauté internationale jusque-là, la CdR a voté, le 5 octobre, l'extension de son mandat. Une décision fortement critiquée car considérée comme un geste négatif par rapport aux négociations qui étaient encore en cours. « Si le parlement de Tobrouk rejette l'accord proposé par l'ONU, il est probable que la communauté internationale retirera sa reconnaissance à la CdR après le 20 octobre », prédisait il y a quelques jours encore un participant aux négociations.

Le point de non-retour

« La reconnaissance vient des pays de la communauté internationale », a botté en touche Bernardino León lors d'une conférence de presse organisée à Tunis ce mercredi. À Tripoli, où siège le Congrès général national qui s'appuie sur une décision de la Cour suprême de novembre 2014 pour juger la CdR illégitime, ce vote n'avait pas provoqué beaucoup de réaction. Mohamed Hijazi, porte-parole du parti Justice et construction (PJC), proche des Frères musulmans, regrettait tout de même « un mauvais signe, qui, en plus, n'est pas légal, car ils doivent demander l'avis du peuple d'abord. De toute façon, le parlement entier est illégal à cause de la décision de la Cour suprême (qui aurait été prise sous la contrainte selon les partisans de Tobrouk, la Cour suprême étant basée à Tripoli, ndlr). »

Il n'en reste pas moins que, après ce 20 octobre, l'avenir de la Libye semble encore plus obscur.

Conseiller politique du CGN dans les négociations qui ont eu lieu à Skhirat au Maroc, Salah Bakouch reconnaît : « Personne ne sait ce qui va se passer, donc on ne peut pas faire de plan. Que va-t-il arriver le 21 octobre ? Un coup militaire, un conseil militaire, la rupture du CGN, la sécession de la Cyrénaïque (région orientale libyenne) ? » L'analyste politique proche de la CdR, Mohamed el-Jahr, estime que, sans accord, le pays « est en bonne voie pour une partition, voire une désintégration ».

Le point de non-retour semble être arrivé et ce n'est guère une surprise. Dans les deux camps, les ailes dures s'activent depuis longtemps pour faire échouer l'accord. Le gouvernement de Tripoli, des membres du CGN et son président, Nouri Abou Sahmain, ont toujours fait état de leur réticence face aux négociations. Dimanche, lors d'une conférence de presse, la commission politique du Congrès a indiqué qu'elle était contre la proposition de León. « Le projet actuel de l'Unsmil n'est pas équilibré et il n'exclut pas les putschistes », a-t-elle déclaré, faisant allusion à Khalifa Haftar, le commandant suprême du bras armé de Tobrouk. Ces figures politiques radicales de Tripoli sont soutenues par des chefs de guerre comme Salah Badi. Ce dernier a créé le Front de fermeté qui s'oppose aux combattants zintanis et wershefanas à l'ouest du pays. Les recrues de ce groupe n'agissent pas par idéologie politique mais par revanche.

Paradoxalement, l'autre grand opposant à l'accord de paix est l'ennemi numéro un de Fajr Libya, le bras armé de Tripoli : Khalifa Haftar. Si le commandant suprême de l'« Armée nationale libyenne » (nom que portent les forces de Tobrouk) a réaffirmé son allégeance à la Chambre cette

semaine, il a cependant précisé « ne pas être lié si la CdR va trop loin sous la pression exercée par l'Occident sur son président et ses membres pour former un gouvernement dit d'accord mais qui, en réalité, est sollicité par les partisans du terrorisme en Libye ». Une déclaration qui répond à l'appel, publié le 19 octobre, d'une douzaine de ministres des Affaires étrangères (parmi lesquels le Qatar, la France, l'Allemagne et l'Algérie) qui appelaient à accepter l'accord.

La population en faveur d'un accord

Mais les pays étrangers ne sont pas seuls à soutenir cette proposition. Plus le temps passe, plus la population libyenne se positionne en faveur d'un accord, lassée par cette crise interminable et ses conséquences sur la vie quotidienne. Ainsi, les principaux partis politiques se sont rangés derrière l'ONU, même s'ils ont émis des réserves sur certains noms pour le gouvernement d'accord national. Parmi eux, le parti Justice et construction fait figure de principal trésor de guerre pour la communauté internationale. Grand perdant des élections législatives de juin 2014 formant la Chambre des représentants, le PJC a formé l'ossature des irréductibles députés du Congrès qui disputait à la CdR le pouvoir législatif. « Une majorité des membres du Congrès sont en faveur de cet accord », affirme le conseiller Salah Bakouch. Un député confirme, sous couvert d'anonymat : « Nous envisageons d'envoyer une lettre à Bernardino León confirmant notre soutien à sa proposition. Nous n'avons pas le choix car les opposants ont une voix plus forte que nous. Avec le président Nuri Abusahmain, ils font tout pour empê-

« Une paix trompeuse est plus nocive qu'une guerre ouverte » - caricature de Bernardino León sur la place des Martyrs de Tripoli, octobre 2015.



PHOTO : MARYLINE DUMAS

cher qu'on se réunisse au parlement et qu'on vote cet accord. » Avec ces membres du Congrès et les quelque 70 membres de la Chambre qui ont regretté l'absence de vote à Tobrouk, l'ONU pourrait choisir de mettre de côté les institutions.

La partie serait alors loin d'être gagnée face aux forces militaires présentes en Libye. Mais Bernardino León savait déjà qu'il marchait sur des œufs lorsque, dans la nuit du 8 au 9 octobre, il annonce les membres du gouvernement dans une conférence de presse au Maroc. « Nous voudrions que les Libyens comprennent que les options n'étaient pas infinies, que la perfection n'était pas forcément une possibilité. Je pense tout de même que c'est une liste raisonnablement bonne de noms de politiciens et de personnalités qui vont faire de leur mieux, j'en suis sûr, pour sortir le pays de cette crise. » Le chef de l'Unsmil propose ensuite au poste de premier ministre Faez Serraj, un architecte peu connu et ne faisant pas figure d'homme fort, et trois vice-premiers ministres issus des trois régions historiques : Ahmed Maitig (Tripolitaine), Fathi Mejbari (Cyrénaïque) et Moussa Kuni (Fezzan). Avec deux ministres d'État, Omar Aswad originaire de Zintan (ville bédouine de l'Ouest libyen qui soutient le parlement de Tobrouk) et Mohammed Ammari, un Misrati (ville ennemie de Zintan) membre du Congrès, ces six personnalités formeront le Conseil présidentiel qui devra nommer un gouvernement complet. Mais Bernardino León juge utile de lister également une vingtaine de personnalités qui pourraient devenir conseillers ou membres du gouvernement d'accord national selon le choix du conseil présidentiel. Avec Fathi Bashaga, membre du dialogue, au poste de conseiller à la

Sécurité nationale, et Abderrahmane Swehli à celui du président du Conseil d'État (chambre haute composée de membres du CGN), l'ONU fait la part belle à la ville de Misrata. À l'opposé, les ennemis de Zintan n'obtiennent qu'un seul poste. Le parlement de Tobrouk n'apprécie guère ce déséquilibre. Le représentant de l'ONU a eu beau préciser qu'il ne s'agissait que d'une « suggestion », le mal est fait. « S'il s'était contenté de donner les six noms, je pense que sa proposition aurait pu être acceptée, indique un membre du gouvernement de Beida, nommé par la CdR. Mais León s'est mis à dos un tas de personnes avec cette liste élargie. »

Les cafouillages de l'ONU

Cette erreur conclut une longue liste de cafouillages de l'ONU dans le dialogue national. Les partisans de Tobrouk, comme ceux de Tripoli, sont en effet au diapason pour critiquer l'ONU et Bernardino León. Lorsque les négociations commencent, le 29 septembre 2014, le diplomate espagnol refuse de rencontrer des responsables du CGN, considéré comme illégitime. Seules deux délégations de la Chambre des représentants, des membres actifs et des

boycotteurs, sont présentes. Ce n'est qu'en décembre que le CGN est invité à prendre part au dialogue. Les représentants rivaux sont alors installés dans deux pièces différentes. Ce sont les émissaires de l'ONU qui font le va-et-vient. « C'est méconnaître profondément la culture libyenne », s'étonne Mohamed Hijazi, porte-parole du parti Justice et construction, partie prenante de la délégation du CGN. « En Libye, on fait s'asseoir tout le monde dans la même pièce. Là, comment être sûr que ce qui nous était reporté était ce qui avait été dit à côté ? »

Le texte de l'accord a connu cinq versions, la dernière contredisant souvent la précédente. « Les trois premières étaient pro-Tobrouk. Soudain, la quatrième donne quasiment un droit de veto au Conseil d'État, qui est de facto le nouveau nom du Congrès de Tripoli. Et puis, en juillet 2015, une nouvelle version à nouveau pro-Tobrouk. On ne comprenait plus rien », détaille un observateur international. Surtout, León, qui devrait bientôt quitter son poste, assure que ce dernier texte - approuvé et signé par la CdR le 11 juillet dernier mais rejeté par le CGN -, ne serait plus touché. Il le sera, finalement, deux fois, dont la dernière à quelques heures de l'annonce des noms du gouverne-

ment, ce 8 octobre. La première modification arrachée par la délégation de Tripoli donne plus de pouvoir au Conseil d'État. La seconde sera pour nommer trois vice-premiers ministres et non deux, pour que chaque région historique soit représentée. Ces revirements n'auront finalement pas eu l'effet escompté.

Nächste Woche:

Nach Paris!

Für die Weltklimakonferenz im Dezember sind die Erwartungen hoch. Wie gehen die großen Emittenten in die Verhandlungen hinein und welche Rolle spielt Luxemburg?